

Questions internationales

La révolution électrique
de l'automobile européenne
Le lobbying à Bruxelles
États et monnaies numériques
La Mongolie
1962 : les accords d'Évian

Les démocraties à l'épreuve



Editorial

Conseil scientifique

Patrick Allard
Christian de Boissieu
Yves Boyer
Frédéric Bozo
Pierre Buhler
Frédéric Charillon
Jean-Claude Chouraqui
Alain Dieckhoff
Isabelle Facon
Julian Fernandez
Robert Frank
Christine de Gemaux
Stella Ghervas
Nicole Gnesotto
Pierre Grosser
Pierre Jacquet
Sabine Jansen
Christian Lequesne
Laurence Nardon
Françoise Nicolas
Marc-Antoine Pérouse de Montclos
Fabrice Picod
Jean-Luc Racine
Frédéric Ramel
Philippe Ryfman
Ezra Suleiman
Serge Sur

Rédaction

Rédacteurs en chef
Serge Sur, Sabine Jansen

Équipe éditoriale
Ninon Bruguière
Jérôme Gallois
Frédéric Seigneur

Stagiaire
Charlotte Ayel

Cartographe
Cyrille Suss

Traductrice
Jane Roffe
www.oxford-comma.co.uk

Conception graphique
Nicolas Bessemoulin

Mise en page
Éric Monnier

Impression
DILA

Contacter la rédaction :
QI@dila.gouv.fr

Questions internationales assume la responsabilité du choix des illustrations et de leurs légendes, de même que celle des intitulés, chapéaux et intertitres des articles, ainsi que des cartes et graphiques publiés.

Les encadrés figurant dans les articles sont rédigés par les auteurs de ceux-ci, sauf indication contraire.

Le dossier de la présente livraison de *Questions internationales*, numéro double, s'attache à l'état des démocraties dans le monde. On pourrait l'inscrire sous le parrainage de Winston Churchill et de sa fameuse formule : la démocratie, le pire des régimes, à l'exception de tous les autres. Il est clair que l'analyse à laquelle on peut procéder des différentes démocraties libérales dans le monde, essentiellement occidentales, comporte nombre de critiques. Le dossier s'en fait l'écho sans complaisance. Mais c'est la grandeur même des démocraties que d'incorporer ainsi leur propre critique. C'est aussi leur force, parce qu'elles sont perfectibles et acceptent de se réformer pour s'améliorer. Que l'on compare les démocraties du début du xx^e siècle à ce qu'elles sont devenues un siècle plus tard, on mesurera les incontestables progrès, en termes de droit de suffrage, d'éducation des citoyens, de capacité d'information sur les questions qui les concernent. Toujours en débat, la démocratie est un processus.

Il reste qu'elle parvient difficilement à être une valeur d'exportation. On évoquait, après la chute du mur de Berlin et de l'URSS, la revanche de 1789 sur 1917, le triomphe universel de la démocratie politique, jointe à l'universalisation de l'économie de marché. Les deux semblaient aller de pair. Or, trois décennies plus tard, on mesure le retour des régimes autoritaires, sans doute moins totalitaires et menaçants que les régimes totalitaires de la décennie 1930, mais aussi éloignés de la démocratie authentique. Économie de marché et démocratie libérale ont également été dissociées. Certains régimes ne se réclament de la démocratie que pour mieux la détourner. D'autres la contestent ouvertement au nom d'une autre légitimité, d'autres traditions, d'autres principes. Le tableau des progrès de la démocratie doit alors être nuancé par ses échecs et reculs en dehors du monde occidental – ce qui représente la plus grande partie de l'humanité. La dynamique est pour le moins entravée, sinon inversée.

Pour les rubriques régulières de *Questions internationales*, les « Questions européennes » s'attachent à l'électrification des parcs automobiles en Europe et à un thème qui n'est pas sans lien avec elle, le rôle des lobbies à Bruxelles. Insuffisamment réglementés, très prégnants, ils pèsent tant sur le Parlement européen que sur la Commission. On ne sait ce qui l'emporte, de la conception d'un intérêt général européen ou de la consécration d'intérêts privés, qui sont loin d'être tous européens. Les « Regards sur le monde » traitent pour leur part d'un côté d'un pays très méconnu, la Mongolie, et de l'autre d'un sujet beaucoup plus à la mode, les monnaies numériques publiques. Quant à la rubrique « Histoires de Questions internationales », elle revient 60 ans après leur conclusion sur les accords d'Évian qui signèrent la fin de la guerre d'Algérie. Suivant sa tradition, ce numéro associe ainsi approches thématiques et approches géopolitiques, en portant toujours une attention particulière à la profondeur historique des questions internationales.

Questions internationales

DOSSIER...

Les démocraties à l'épreuve

- 4 Ouverture – Démocratie et gouvernements : des couples en tension**
Serge Sur
- Les imperfections des démocraties libérales***
- 12 Préambule**
Serge Sur
- 14 «En Suisse, c'est le peuple qui décide !» La démocratie semi-directe et ses limites**
Hervé Rayner
- 22 La démocratie américaine vers «une union plus parfaite»**
Jean-Éric Branaa
- 30 L'Union européenne, laboratoire de la démocratie transnationale**
Renaud Dehousse
- 38 L'Inde, une démocratie sous tensions**
Jean-Luc Racine
- 46 Israël, une démocratie contrastée**
Alain Dieckhoff
- 53 La démocratie : de la clarté d'un principe aux difficultés de sa mise en œuvre**
Entretien avec Marcel Gauchet
- Les faux-semblants des démocraties autoritaires***
- 60 Préambule**
Sabine Jansen
- 62 La Russie : interruption de la conversion à la démocratie ou restauration autoritaire ?**
Clémentine Fauconnier
- 68 Amérique latine : des démocraties intermittentes**
Olivier Dabène
- 75 La Pologne et la Hongrie, démocraties partisanes**
Pierre Buhler

Questions EUROPÉENNES

- 82 Afrique du Sud : entre désenchantement et espérance démocratique**

Dominique Darbon et Benoît Dupin

- 89 Que reste-t-il de la démocratie turque ?**

Jean Marcou

Les pouvoirs sans démocratie

- 98 Préambule**

Serge Sur

- 100 Chine : un siècle de quête démocratique tenue en échec**

Pierre Haski

- 108 Moyen-Orient : entre espérances démocratiques et reprises en main autoritaires**

Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud

- 115 L'Iran, entre despotisme, populisme et démocratie**

Bernard Hourcade

- 122 Internet contre la démocratie ?**

Julien Nocetti

Et la contribution de

Paul Dahan (p. 28)

- 129 La révolution électrique de l'automobile européenne**

Marc Prieto

- 139 Le lobbying à Bruxelles : des activités multiples, une transparence insuffisante**

Jean Comte

Regards sur le MONDE

- 146 Les monnaies numériques dans tous leurs États**

Patrick Allard

- 153 La Mongolie contemporaine : un positionnement stratégique singulier**

Antoine Maire

HISTOIRES de *Questions internationales*

- 161 1962 : les accords d'Évian et la fin de la guerre d'Algérie**

Sylvie Thénault

Liste des CARTES et ENCADRÉS

ABSTRACTS

- 168 et 171**

L'Union européenne, laboratoire de la démocratie transnationale

Renaud Dehoussé *

*** Renaud Dehoussé**

est juriste et politiste, professeur des universités à Sciences Po Paris, président de l'Institut universitaire européen (Florence).

La question des liens entre démocratie et Union européenne est particulièrement complexe. Pour mieux la comprendre, il faut d'abord remonter à l'origine de la construction

europeenne, et à la forme institutionnelle qui a été donnée au projet d'unir les peuples européens. Il convient ensuite de s'interroger sur la façon dont la question démocratique a été abordée et sur les choix qui ont inspiré l'évolution du système institutionnel, avant de s'attarder sur les pistes alternatives qui ont progressivement émergé.

On ne compte plus les travaux et ouvrages consacrés à l'analyse du rapport complexe entre l'Union européenne et la démocratie. Les raisons sont de plusieurs ordres. Sur le plan théorique, le problème est épineux : la notion de démocratie a été utilisée pour les structures étatiques ou infra-étatiques, comme les pouvoirs locaux, et il est loin d'être évident qu'elle soit pertinente pour les organisations internationales auxquelles ces mêmes États ont donné naissance. Sur un plan plus pratique, en quelques décennies l'Europe a étendu son influence dans les domaines les plus variés, cessant du même coup d'être un centre d'intérêt pour seuls initiés. Sa légitimité a été mise en cause, et l'analyse de son « déficit démocratique » occupe une place centrale dans les discours critiques dont elle fait l'objet.

Débrouiller l'écheveau de considérations analytiques et normatives qui lui sont appliquées est une tâche ardue, mais d'autant plus importante qu'en dépit des crises multiples qu'elle a

traversées, ou peut-être à cause de ces crises, la construction européenne n'a fait que gagner en ampleur et en complexité. On s'en aperçoit vite si l'on prend pour point de départ la définition lapidaire de la démocratie proposée par le président américain Abraham Lincoln (1809-1865) dans sa fameuse *Gettysburg Address*¹ : une forme de « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

Jugée à cette aune, la situation européenne apparaît problématique. À l'exception notable du Parlement européen, les citoyens n'ont qu'une faible influence sur le choix de ceux qui les gouvernent au niveau européen et leurs préférences ne semblent pas peser d'un grand poids sur les choix qui sont faits à ce niveau ; tant au

¹ Le 19 novembre 1863, le président américain Abraham Lincoln prononce un discours (*The Gettysburg Address*) lors de l'inauguration du cimetière militaire de Gettysburg, site d'une bataille décisive de la guerre de Sécession (1861-1865).



Depuis le Brexit, le nombre d'eurodéputés siégeant au Parlement européen (ici l'hémicycle de Bruxelles) a été ramené à 705. Le traité de Lisbonne (2009) a fortement accru les pouvoirs législatifs du Parlement européen qui est désormais sur un pied d'égalité avec le Conseil des ministres pour décider des politiques communes de l'Union européenne et de la façon dont celle-ci utilise son budget.

L'Inde, une démocratie sous tensions

* Jean-Luc Racine

est directeur de recherche émérite au CNRS (Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud de l'EHESS), et chercheur senior à Asia Centre.

Jean-Luc Racine *

L'Inde, « la plus grande démocratie du monde », devient-elle illibérale ? Sous la figure forte de Narendra Modi, élu en 2014 et réélu en 2019, le pays s'engage dans une voie nouvelle,

identitaire, en vue de devenir une « nation hindoue ». C'est à la base, dans le corps social sous pression, et dans les États encore gouvernés par l'opposition que se joue l'avenir du pays, dont décideront les élections générales de 2024.

L'Inde, « la plus grande démocratie du monde », est-elle devenue une démocratie illibérale ? La montée en puissance du Bharatiya Janata Party (BJP), le parti du peuple de Bharat – le nom sanscrit de l'Inde – retrouvant le pouvoir en 2014 dix ans après l'avoir perdu, et reconduit brillamment en 2019, établit-elle une hégémonie permettant à cette formation, face à des oppositions multiformes, de travailler à la construction d'un autre modèle de nation ? S'éloignant de l'Inde multiculturelle que consacra la Constitution de 1950 et que dirigea Jawaharlal Nehru (1889-1964), pourrait s'imposer un *Hindu rasthra*, une nation hindoue, objectif du RSS (Rashtriya Swayamsevak Sangh, Mouvement des volontaires nationaux), la matrice idéologique et militante de la grande famille du nationalisme hindou, le Sangh Parivar, dont le BJP est le bras politique.

La dérive, incontestable sous Narendra Modi, Premier ministre depuis 2014, fait l'objet de deux types de réactions. Sur le plan international, les partenaires de l'Inde mettent toujours en avant son statut démocratique, qui lui vaut d'être membre du dialogue de sécurité quadrilatéral Quad (*Quadrilateral Security Dialogue*),

réunissant États-Unis, Japon, Australie et Inde dans l'espace indopacifique. Sur le plan intérieur, le raidissement du régime semble électoralement payant, au moins en Inde du Nord, mais il ne peut étouffer ni l'opposition politique ni toutes les voix qui s'opposent aux choix du pouvoir. La résistance démocratique reste donc active¹.

Le pari démocratique initial

Le 15 août 1947, l'Inde devient indépendante. Promulguée en 1950, la Constitution en définit les principes dans son préambule : « faire de l'Inde une république démocratique souveraine et assurer à tous ses citoyens la justice sociale, économique et politique ; la liberté de pensée, d'expression, de croyance, de religion et de culte ; l'égalité de statut et d'opportunité, et promouvoir, entre eux tous, la fraternité assurant la dignité de l'individu et de la nation »².

¹ Sur les évolutions politiques, diplomatiques, économiques et sociales récentes de l'Inde contemporaine, voir le dossier « L'Inde : une puissance singulière », *Questions internationales*, n° 106, mars-avril 2021.

² Formulation initiale. En 1976, sous Indira Gandhi, un amendement a ajouté « socialiste et séculariste » pour qualifier la république démocratique.



Le Premier ministre indien, Narendra Modi, lors des célébrations commémorant l'accession de l'Inde à l'indépendance, à New Delhi.

Amérique latine: des démocraties intermittentes

Olivier Dabène *

* Olivier Dabène

est professeur de science politique
à Sciences Po paris et président de
l'Observatoire politique de l'Amérique
latine et des Caraïbes (OPALC) du Centre
de recherches internationales (CERI)
à Sciences Po Paris.

Le panorama de la démocratie en Amérique latine en 2022 est encourageant, sans être enthousiasmant. Plus de quarante ans après la fin des dictatures militaires, la démocratie s'est en effet consolidée et approfondie partout, sauf à Cuba où le régime castriste reste liberticide et où les élections ne permettent pas de renouveler le personnel politique. Ailleurs sur le continent, la démocratie n'est toutefois pas pleinement stabilisée. Les cas du Venezuela et du Nicaragua illustrent la fragilité récurrente de la démocratie, jamais totalement à l'abri d'un dévoiement. Comment expliquer ces intermittences ?

Sur un temps long, l'Amérique latine a connu plusieurs cycles de changement, tour à tour favorisant ou défavorisant la démocratie. Ainsi, dès le début du xx^e siècle, des régimes réformistes élargissent l'exercice de la citoyenneté. L'Uruguay, par exemple, octroie le droit de vote aux hommes et aux femmes dès 1917. Le suffrage universel est pourtant, à cette époque, une exception.

Dans les autres pays, l'installation de la démocratie se fait par vagues, dans l'immédiat après-guerre puis dans les années 1980, entre-coupées de réactions autoritaires plus ou moins violentes. Les expériences démocratiques sont souvent ternies par des dérives populistes et la corruption que les militaires annoncent régulièrement vouloir éradiquer lorsqu'ils usurpent le pouvoir.

Aujourd'hui, les commentaires sur la crise de la démocratie en Amérique latine omettent souvent de rappeler cette histoire longue et tortueuse, comme ils passent sous silence la popularité du thème de « la fin de l'histoire »

(Francis Fukuyama) dans les années 1990, qui a fait monter les attentes dans un contexte d'inégalités et de violence défavorable à la consolidation de la démocratie¹.

Un verdict des urnes souvent contesté ou détourné

Les soubresauts de la démocratie ces vingt dernières années se sont multipliés pour des raisons variées. Les motifs et les modes opératoires sont diversifiés mais ils se ramènent toujours à un refus d'envisager la défaite électorale. Quelques exemples peuvent l'illustrer.

- Au Venezuela, le pouvoir a longtemps été confisqué par une classe politique qui se partageait la rente pétrolière. Les élections

¹ Sur les évolutions politiques, diplomatiques, économiques et sociales récentes des pays du sous-continent latino-américain, voir le recent dossier « L'Amérique latine », *Questions internationales*, n° 112, mars-avril 2022.



Au terme d'un mandat marqué notamment par une gestion catastrophique de la pandémie de Covid-19, le président brésilien Jair Bolsonaro (ici accompagné du ministre de la Défense, le général Paulo Sergio, en mars 2022 à Brasilia) a perdu une bonne part de sa crédibilité sur le plan national comme international. Ses chances de réélection lors du prochain scrutin présidentiel prévu en octobre 2022 semblent pour l'heure plutôt compromises.

Internet contre la démocratie ?

Julien Nocetti *

*** Julien Nocetti**

est enseignant-chercheur à l'académie militaire de Saint-Cyr-Coëtquidan, chercheur au centre GODE (Géopolitique de la datasphère) et chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Internet et les réseaux sociaux ont bouleversé les échanges entre individus et les rapports entre États et citoyens. En même temps que ceux-ci constituent d'indéniables ressources démocratiques, ils renforcent l'incertitude du monde contemporain. La surveillance défensive et offensive des communications privées, l'intoxication des fake news et les soupçons de manipulation électorale contribuent à défaire le vieux consensus sur le réel et la vérité et entament l'assise du modèle démocratique.

En avril 2022, dans une intervention à l'université de Stanford, Barack Obama appelait à réguler les réseaux sociaux, responsables selon lui de l'« affaiblissement des démocraties » en raison des campagnes de désinformation conduites par les adversaires des États-Unis. Amplement relayée, la parole de l'ancien président américain est néanmoins convenue, tant les risques discours sont identifiés et bien documentés, en particulier par des « repentis » comme l'ancien directeur de la société Cambridge Analytica, Chris Wylie, et l'ancienne employée de Facebook Frances Haugen. Ces risques ont également pris rang en haut de l'agenda diplomatique des pays occidentaux et d'entités régionales comme l'Union européenne.

Ainsi, la même semaine, celle-ci adoptait une nouvelle réglementation sur les contenus numériques, le *Digital Services Act* (DSA), dont l'objectif est de lutter contre la diffusion de contenus illégaux (terrorisme, pédopornographie, haine en ligne...) et les entreprises de désinformation. Ces deux dernières années, plusieurs événements de portée internationale en ont tragiquement

illustré la nécessité : en France, l'assassinat en octobre 2020 du professeur d'histoire Samuel Paty après une violente campagne de haine en ligne, et aux États-Unis l'assaut de manifestants pro-Trump sur le Capitole en janvier 2021, en partie planifié via Facebook et Twitter.

En l'espace de quelques années seulement, les deux faces d'Internet sont ainsi apparues : la première, positive, voire prométhéenne, censée favoriser ou du moins fluidifier la démocratie ; l'autre, plus récente, vectrice de désordre et, plus largement, d'aliénation de nos sociétés au discours acéphale que génèrent les réseaux sociaux.

Combinées, l'insatisfaction grandissante des sociétés occidentales, la multiplication des risques systémiques et la célérité de la transition numérique placent les démocraties sous pression. Les repères traditionnels entre politique intérieure des États et politique internationale volent en éclats. La polarisation du champ médiatique dans de nombreux pays intervient dans un contexte où la technologie elle-même est sujette à certains fantasmes.



En 2014, mobilisés par les réseaux sociaux, des milliers de manifestants avaient occupé pacifiquement le cœur financier et politique de Hong Kong pendant soixante-dix-neuf jours. En 2019, de nouvelles manifestations qui rendaient hommage à ce mouvement pro-démocratie dit des « parapluies » ont à plusieurs reprises dégénéré en violents heurts entre forces de l'ordre et manifestants.